

- Mimoun Charqi - ANALYSE POLITIQUE ET JURIDIQUE - JURISPOL

Articles

3. LE RIF EN QUESTION

12. REFORME DE LA CONSTITUTION

11. CODES ET LOIS

10. DROIT ET THEORIE GENERALE DU DROIT

8. C.V - MIMOUN CHARQI

9. MAGHREB

2. MAROC

POLITIQUE

7. LA GUERRE CHIMIQUE CONTRE LE RIF

6. SAHARA OCCIDENTAL MAROCAIN

5. MOHAMED ABDELKRIM EL KHATTABI

4. L'AUTONOMIE

1. TAMAZGHA

Tous les articles

L'AZAWAD ENTRE DROITS DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES ET INTANGIBILITE DES FRONTIERES NEES DE LA DECOLONISATION :

POUR L'AUTONOMIE DE L'AZAWAD DANS LE CADRE D'UN ETAT FÉDÉRAL MALIEN[1]

Le peuple de l'Azawad, ainsi que le peuple Touareg[2] font partie des peuples autochtones qui continuent de souffrir des affres de la colonisation et de la décolonisation. Durant la période de la colonisation, le peuple Touareg, réfractaire, avide d'indépendance et de liberté, habitué aux grands espaces et au nomadisme, s'est refusé à courber l'échine devant le colonialisme. Avec l'ère de la décolonisation, l'entité et le pays Touareg ont été purement et simplement ignorés[3].

C'est ce qui explique que depuis la décolonisation plusieurs soulèvements[4] du peuple Touareg ont eu lieu, dont la dernière pour la libération de l'Azawad[5] de l'emprise de l'Etat malien mis en place par l'ancienne puissance occupante, en l'occurrence la France. Le soulèvement pour la libération de l'Azawad[6] provient de l'absence de démocratie et de respect envers les droits du peuple Touareg.

Photos

Toutes les photos
Diaporama

Newsletter

Votre email ici !

GO

En savoir plus
Archives

À découvrir

Mimoun Charqi -
ANALYSE POLITIQUE
ET JURIDIQUE -
JURISPOL

<http://www.libertolaw.com>

CHARQI LEX
CONSULTING

I. Problématique et enjeux du dessous des cartes

Tous les blogs
Suggérer un blog

Statistiques

Total : 47008 visites
Aujourd'hui : 39 visites
En ce moment : 1
connecté
Mis à jour le 10-09-
2012
Créé le 05-01-2010

1. La richesse du sous sol en ressources naturelles

Le sous sol de la région de l'Azawad, ainsi que celui des pays limitrophes, au demeurant encore non exploité, est fort riche en ressources naturelles. Des ressources minières, or, argent, sel, diamant, mais aussi du pétrole dans une poche souterraine qui va jusqu'au sud du Sahara oriental tenu par l'Algérie ainsi que la partie occidentale du Sahara mauritanien et qui ferait que le pétrole pourrait être pompé depuis l'Azawad... Ce qui n'est pas pour arranger les intérêts des uns et des autres.

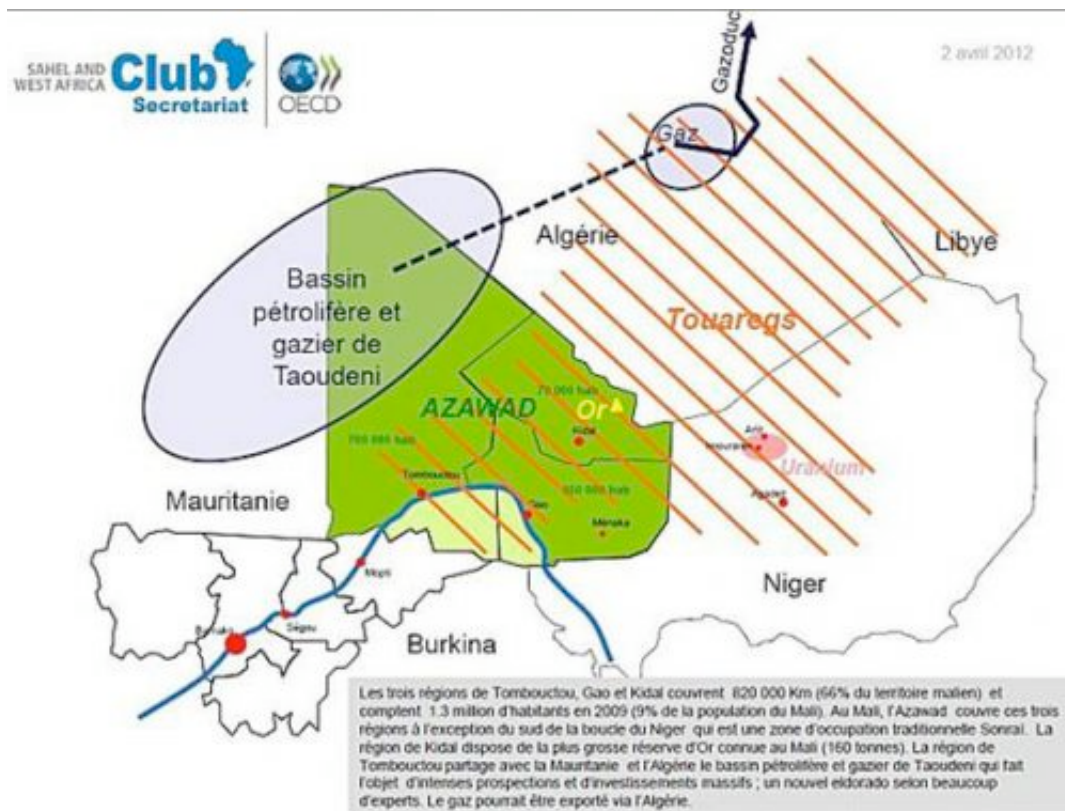
2. L'Algérie, AQMI et l'exploitation pétrolière

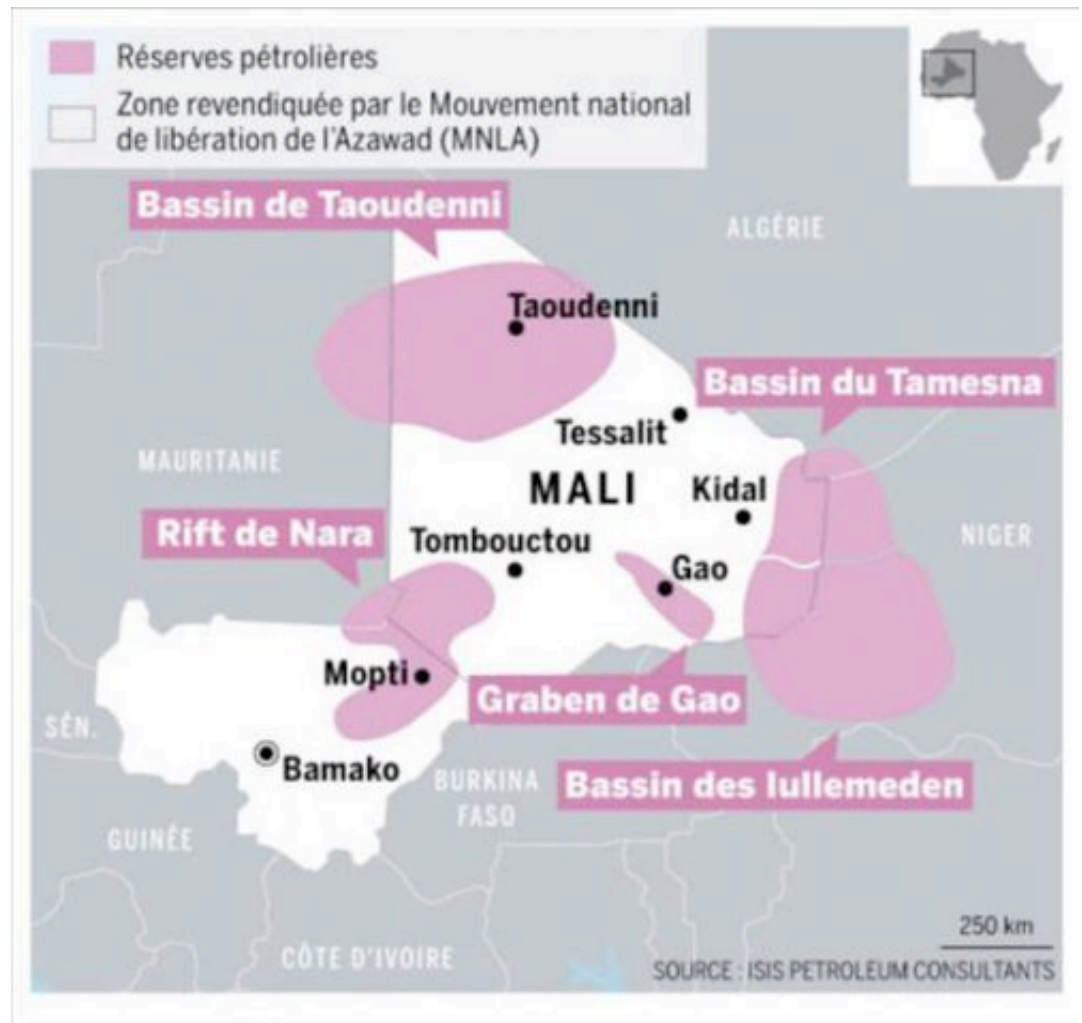
Les liens entre l'Algérie, AQMI et le pétrole sont étroits et déterminants. Cette assertion est mise en avant par différents analystes. Pour Acherif Ag Intakwa, « la présence d'AQMI au Mali est révélatrice à elle seule des liens entre AQMI et l'Algérie. En effet, jusqu'à récemment AQMI était présent dans la région de Tombouctou, dans les zones pétrolifères. L'objectif de leur présence était d'empêcher les explorations pétrolifères et d'autres ressources naturelles présentes dans l'Azawad. L'Algérie voit également d'un mauvais œil toute exploration car elle a en commun de nombreuses nappes pétrolifères avec l'Azawad, et une utilisation assècherait rapidement les siennes. Aussi, le no-man's land qu'il avait instauré avait pour objectif d'écarter les visées géostratégiques de pays comme la France et les États-unis qui souhaitent tous occuper la base militaire d'Amashash sous le contrôle du MNLA depuis le 10 Mars »[\[7\]](#).

3. Le risque de contagion des vellétés à l'ensemble du peuple touareg

Par ailleurs, au-delà de l'Azawad, les cartes nous montrent ce qu'est le territoire occupé par les Touaregs. Les Touaregs ont un territoire qui ne se limite pas seulement au Nord du Mali. Aussi, les revendications et vellétés indépendantistes et autres des uns ne seraient pas sans donner des idées à l'ensemble des Touaregs. Surtout lorsque l'on sait les liens identitaires et communautaires profonds réunissant les amazighs, au-delà des frontières issues de l'histoire.

Ces enjeux sont mieux compris à la lecture des cartes :





Les réserves de pétrole de l'Azawad sont les plus prometteuses avec le bassin de Taoudenni (situé entre la Mauritanie, l'Algérie et le Mali)^[8].

Au-delà de la lecture des cartes, d'aucuns considèrent que : « *Le Deal avec les français et les nigériens serait de trouver un territoire aux Touaregs afin que le conflit ne s'éternise et s'internationalise avec les conséquences sécuritaires pour toute la sous région qui peine à lutter contre les sectes islamistes. Donner aux Touareg l'Azawad c'est éviter que leurs frères du nord -Niger ne viennent revendiquer l'Air là ou sont installés les mines d'Uranium d'Areva la société d'état française depuis 50 ans. Ainsi la France joue t'elle ce qui s'apparente à un jeu d'équilibriste entre les ouest africains et les maghrébins en essayant de trouver une solution acceptable pour tous* »^[9].

II. Enjeux et arguments militaires, politiques et juridiques

1. Droits des peuples et intangibilité des frontières

En ce qui concerne les revendications du MNLA, (Mouvement national pour la libération de l'Azawad),^[10] en terme de droit international, on voit s'affronter deux principes qui à priori, mais à priori seulement, paraissent comme antagoniques : le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » et « le droit des peuples à l'autodétermination », d'une part, et « l'intangibilité des frontières nées de la

décolonisation », connu par l'« *utis possidetis juris* », d'autre part, soutenu notamment par l'Union Africaine... Ce qui est sur c'est que le droit international n'encourage pas le sécession et que les droits des peuples ne s'apparentent pas toujours à l'indépendance. D'ailleurs, les indépendances se sont souvent faites au détriment des droits des peuples[11].

2. Armement et militarisation de la région

Depuis l'indépendance, les différentes négociations, accords et arrangements en vue d'une solution pacifique du problème de l'Azawad avec l'autorité centrale du Mali n'ont jamais aboutis. Avec la chute du régime libyen, un stock d'armes[12] (11) impressionnant a pris la route du Sahel en tombant entre les mains d'Al Qaida au Maghreb, d'Ansar Edinne, du Mujao, du Polisario, d'une part, et du MNLA de l'autre.

3. La particularité du MNLA par rapport aux autres organisations

La particularité du MNLA[13] c'est que ce mouvement se veut démocratique, laïc, adepte d'un islam tolérant respectueux des valeurs universelles et des standards minima de civilisation. Le but du MNLA est une société juste et égalitaire dans l'Azawad.

Tandis que ce qui est recherché par les autres organisations précitées tient à une conquête, à une islamisation salafiste jihadiste et à une maîtrise de l'ensemble du Sahel dans un premier temps, en attendant de conquérir d'autres contrées à l'échelle mondiale. Faut-il dire que le MNLA a refusé les appels du pied[14] des autres organisations précitées, qui projetteraient un regroupement y compris avec le Polisario ? Faut-il dire que le MNLA se refuse à tout compromis avec le terrorisme, les trafics de drogues, les prises d'otages ? Etc.

4. Lutte contre le terrorisme, intérêts et confusion des genres

Les observateurs et analystes s'accordent pour soutenir que longtemps durant le Mali, ou du moins les tenant du pouvoir, tiraient profit de la situation de la nébuleuse terroriste dans le Sahel. Il n'y a jamais eu une véritable volonté de lutter contre le terrorisme dans le Sahel. Les analystes s'accordent à dire aussi que les services algériens ne seraient pas non plus très orthodoxes[15] dans la relations entretenue avec Al Qaida au Maghreb islamique.

Ainsi, le Professeur Jeremy Keenan[16] affirme :

« Divers signes montrent les liens entre DRS et AQMI. Hattab, par exemple, vit aujourd'hui sous la protection du DRS, tandis que les relations entre ce service de renseignement et le chef actuel de l'AQMI, Abdelmalek Droukdel (alias Abou Mossab Abdelwadoud), fait l'objet de multiples supputations. Le GSPC a commencé à faire parler de lui en 2003, lorsqu'il a enlevé 32 touristes européens : 17 avaient finalement été libérés en Algérie, 14 au Mali et l'un est mort. Comme je l'ai raconté dans « Dark Sahara » (2009) et dans « Dying Sahara », cette opération, avait été conduite par le DRS, en association avec les services de renseignements américains. Elle a sans doute été le premier test de la politique de l'administration Bush mené par une unité baptisée Groupe pour les opérations proactives et préventives (GO2P). Une politique conçue pour « fabriquer » et/ou « provoquer » le terrorisme.

Amari Saifi (porteur de douze pseudonymes, surnommé « Le Para »), qui a dirigé l'opération, était un agent du DRS. Le ravisseur de Pierre Camatte, Abdelhamed Abou Zaïd, était l'adjoint du « Para » et responsable, à ce titre, de la zone malienne. Il bénéficierait de l'aide de deux hommes : Yahia Djouadi (alias Abou Amar), un

vétéran de l'opération de 2003 et Mokhtar ben Mokhtar, sorte de «freelance» du DRS »**[17]**.

III. Autonomie et fédéralisme contre autodétermination et Indépendance

Diverses approches et contacts ont eu lieu aux fins de bons offices et médiation pour un règlement du problème en rapprochant les points de vues entre le MNLA, aujourd'hui Conseil national transitoire de l'Awazad (CNTA) et le nouveau gouvernement malien. La Mauritanie, le Burkina Faso, l'Algérie et même la Suisse, ont offert leurs médiations. Or, il convient de noter que ces offres avaient été repoussées, dans un premier temps, par le MNLA qui souhaitait une médiation du Maroc, compte tenu de diverses raisons.

L'ensemble de l'Azawad échappe aujourd'hui au contrôle de l'État malien et la « communauté internationale » ne semble pas accorder l'importance qu'il faut pour une juste solution du problème. L'occident ne souhaite intervenir qu'à travers la CEDEAO qui au demeurant n'avait en tête, dans un premier temps, que le retour au statu quo ante.

Si le MNLA s'est prononcé, dès le début, pour l'indépendance de l'Azawad**[18]**, son autorité sur le terrain est contestée par l'alliance entre Ansar Edinne, le Mujao, AQMI, ... En sus, le MNLA se doit de faire face aux autorités du Mali**[19]**, ainsi qu'aux États de la CEDEAO, agissant pour le compte des États occidentaux dont la France.

Pourtant, l'alliance sacrée, sur la base de la sagesse, le droit, la démocratie... tient à ce que le CNTA soit l'acteur central d'un arrangement à multiples facettes :

1. La lutte contre la nébuleuse terroriste, les prises d'otages et les trafics en tous genres ;
2. La mise en place d'une démocratie effective, réelle et participative, dans le cadre et à travers l'autonomie de l'Azawad, dans un État fédéral malien ;
3. La résorption du problème du Sahel, de l'Azawad et la sécurité pour les États de la région et au-delà.

Ayant compris, l'intérêt de la solution de l'autonomie en tant qu'option démocratique bien plus intéressante que l'indépendance, le CNTA serait disposé à œuvrer dans cette voie**[20]**. A charge pour les différentes parties en présence de comprendre que le maintien du statu quo est fort préjudiciable, que la sécession et l'indépendance sont sans intérêt, tandis que l'autonomie de l'Azawad dans un État fédéral malien est prometteuse d'un avenir meilleur, pour l'ensemble des parties en présence, qui seraient convaincues de démocratie, liberté, justice et droits de l'homme. Ainsi la solution réside-t-elle dans le droit à l'autonomie, selon les dispositions du projet de manifeste de Tamazgha**[21]**, une charte pour l'ensemble des pays de la berbérie.

[1] Conférence livrée au Centre Amazigh d'Études Stratégiques, - Massinissa Institut -, à Rabat, le 08 septembre 2012.

[2] Les Touareg sont à l'origine un peuple amazigh de nomades vivant d'élevage et de commerce dans le Sahara central, avec un alphabet à savoir, le tfinagh, et une langue, le tamasheq. Aujourd'hui les Touareg représentent divers groupes, répartis

sur six pays à savoir le Mali, le Niger, l'Algérie, la Libye, la Mauritanie et le Burkina Faso). La population générale est estimée à 1,5 million de Touareg, dont 550 000 vivraient au Mali et 850 000 au Niger. Voir http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES_ANALYSE/2012/NA_2012-05-22_FR_J-DUFOUR.pdf

[3] Aujourd'hui encore, selon l'ex-président malien Amadou Toumani Touré, au Mali, « *Il n'y a pas de routes, de centres de santé, d'écoles, de puits, de structures de base pour la vie quotidienne. En fait, il n'y a rien* » Rapporté in *Le Monde diplomatique*, avril 2012.

[4] Parmi ces soulèvements, figurent la révolte de Kaocen (1916-1917), au Niger, le soulèvement Touareg de 1962-1963 au Mali, le soulèvement Touareg de 1990-1995 au Mali et au Niger, le soulèvement Touareg du 23 mai 2006 au Mali, le soulèvement Touareg de 2007-2009 au Mali et au Niger, le soulèvement Touareg de 2012 au Mali, pour la libération de l'Azawad.

[5] En langue Tamasheq (Amazighe) « Azawad » signifie « *le territoire de transhumance* ». On y retrouve des villes telles que Tombouctou, Kidal, Gao...

[6] Il convient de noter que le MNLA met en avant la devise (« Unité – Justice – Liberté »), et ne se limite pas à des revendications qui concerneraient les seuls Touaregs. Cela s'explique par le fait que l'Azawad est formé de diverses communautés : Arabes, Peuls, Songhaïs, Touaregs à la peau claire, Touaregs noirs.

[7] Source: toumastpress.com

[8] « En ce qui concerne le pétrole, l'Algérie est présente au Mali (ainsi qu'au Niger et en Mauritanie) depuis moins de dix ans, mais avec une position très dominante. Au nord, l'Algérie a pris des blocs par l'intermédiaire de Sipex, filiale internationale de sa société nationale, la Sonatrach, et s'est associée avec l'italienne ENI pour partager les coûts d'exploration. Les deux sociétés opèrent un bloc très prometteur, mais le premier forage aurait dû avoir lieu en février, comme l'avait promis l'ex-premier ministre (arrêtée par la junte) ». Benjamin Augé, in *Journal Le Monde*, du 04.04.2012.

[9] Acherif Ag Intakwa, in toumastpress.com

[10] Le MNLA est issu d'une fusion, le 16 octobre 2011, entre le Mouvement national de l'Azawad (MNA), un groupe d'intellectuels et de militants politiques, et le Mouvement touareg du Nord Mali (MTNM), mouvement guérillero à l'origine des soulèvements de 2006 à 2009. Divers groupes d'ex-rebelles touaregs fuyant le Mali dans les années 1990 pour s'engager dans l'armée libyenne de Mouammar Kadhafi ont rejoint le MNLA à la chute du régime libyen en rapatriant un nombre important d'armement donnant ainsi plus de visibilité dans le rapport de force pour la libération de l'Azawad. Voir http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES_ANALYSE/2012/NA_2012-05-22_FR_J-DUFOUR.pdf

[11] Voir Mimoun Charqi. « L'autonomie stade suprême des droits des peuples », in <http://charqi.blog4ever.com>

[12] « Selon une source gouvernementale, ils seraient en possession de missiles anti-aériens, de camions lance-roquettes BM-21 Grad, de mitrailleuses de calibre 12,7 mm et de dizaines de véhicules 4x4 » Le *New York Times* relate dans un article de février 2012 les déclarations du ministre des Affaires étrangères malien de l'époque concernant l'armement du mouvement : « Des armes lourdes. Armes anti-char, missiles anti-aériens ». Un militaire haut gradé parle lui aussi « d'une artillerie lourde », de « mortiers », d'un arsenal « assez puissant pour leur permettre d'atteindre leur but ». In « Le retour des Touareg au Mali et au Niger : quels enjeux ? », *Nouvelles du GRIP*, 4/11. Voir également, « Qaddafi's weapons, taken by old allies, reinvestigate an insurgent army in Mali », *New York Times*, 5 février 2012.

[13] Le groupe rappelle officiellement qu'il rejette le terrorisme et l'extrémisme sous toute ses formes et qu'il n'est pas « un mouvement touareg, ni une rébellion Touarègue, mais un mouvement politico-militaire pour l'ensemble du peuple de l'Azawad ».

Tandis que ce qui est recherché par les autres organisations précitées tient à une conquête, à une islamisation salafiste jihadiste et à une maîtrise de l'ensemble du Sahel dans un premier temps, en attendant de conquérir d'autres contrées à l'échelle mondiale. Faut-il dire que le MNLA a refusé les appels du pied (13) des autres organisations précitées, qui projetteraient un regroupement y compris avec le Polisario ? Faut-il dire que le MNLA se refuse à tout compromis avec le terrorisme, les trafics de drogues, les prises d'otages ? Etc.

[14] Le 26 mai 2012, après avoir annoncé, sa fusion avec le groupe islamiste Ansar Eddine, et la création du Conseil transitoire de l'État islamique de l'Azawad, le MNLA a proclamé son désaccord, le 29 mai 2012, en raison de son option laïque et au motif que le document final avait été modifié après signature avec le rajout à l'insu du MNLA de l'application de la « charia » dans le nouvel Azawad. Le 7 juin, le MNLA a annoncé la composition du Conseil transitoire de l'État de l'Azawad (CTEA) formé de 28 membres et ayant comme président Bilal Ag Achérif.

[15] Dans une interview au journal Le Monde, l'ex-Premier ministre Algérien, Ahmed Ouyahia a déclaré :

« Nous sommes pour une solution qui passe par le dialogue. L'Algérie n'acceptera jamais une remise en cause de l'intégrité territoriale du Mali ». Force est de noter l'ambivalence dans le discours et les positions quand on sait l'attitude de l'Algérie dans le dossier du Sahara occidental.

[16] Anthropologue à l'University of London, spécialiste de la zone Sahélo Saharienne.

[17] Dans le même sens :

« (...) le GSPC est une création des services secrets de l'armée algérienne, (...) le « terrorisme résiduel » du GSPC est un de leurs instruments pour consolider leur mainmise sur les richesses du pays et pour se légitimer auprès des puissances occidentales (...) ». François Gèze et Salima Mellah, Algeria – Watch, 22 septembre 2007. Résumé du rapport. 73 pages.

[18] Voir la déclaration de l'indépendance de l'Azawad, 06/04/2012

[19] « La proclamation d'indépendance de l'Azawad par les touaregs du MNLA, ce vendredi 6 avril, a été condamnée de façon catégorique par les différents partis maliens ainsi que par l'Union africaine et la communauté internationale. Chacun s'accorde à dire que l'intégrité territoriale de cette région du nord du Mali n'est pas négociable et souhaite que le MNLA revienne à la raison, de gré ou de force ». <http://www-beta.rfi.fr/afrique/20120406-mali-independance-azawad-unanimement-rejetee-union%20africaine-mnla>

[20] « Nous aspirons à une indépendance culturelle, politique et économique mais pas à la sécession » Ibrahim Ag Assaleh, dirigeant du MNLA», rapporté par *Le Nouvel Observateur*. « L'indépendance est notre objectif depuis le début du conflit, mais nous prenons en compte le point de vue de la communauté internationale pour venir à bout de la crise en cours ». Hama Ag Mahmoud, porte parole du CNTA.

[21] Pour le texte du Manifeste de Tamazgha, voir <http://charqi.blog4ever.com>

07-09-2012 | 80 vues

Poster un commentaire

Nom: E-mail: (facultatif) Blog/Site:

(facultatif)

Message :

Antispam:



Merci de recopier le nombre de gauche dans la case ci-dessous (**Pourquoi?**)

Liens

[Voir les articles de la catégorie 1.TAMAZGHA](#)

[Imprimer cet article](#)

[Retour aux articles](#)

FUTURA4x4

Accessoires, préparation, raid 4x4.
Venez découvrir le raid avec nous !

www.futura4x4.com

Choisir sa pub ▶

[Recommander ce blog](#) | [Contacter l'auteur](#) | [Signaler un contenu](#) | [RSS](#) | [Créer un blog](#) | [Des-Blogs](#) | [Espace de gestion](#)